

Valais · Valais

17.12.2011, 00:01 - Valais

Actualisé le 16.12.11, 23:25

Adopté à l'unanimité

BUDGET 2012



Après avoir affiné les chiffres durant toute la semaine, 127 députés ont dit oui.

Par 127 oui, 0 non, 0 abstention, le Grand Conseil a adopté hier le budget 2012 de l'Etat du Valais.

Par rapport à la version initiale du budget proposée par le Conseil d'Etat, celle ressortant d'une semaine de débat a été améliorée d'un peu plus de 1,5 million, un montant qui correspond quasiment au bénéfice final.

Satisfaction et confiance

André Vernay, le chef du groupe PLR, a résumé le sentiment général régnant au sein du Parlement par ces deux mots: "satisfaction et confiance".

Satisfaction d'abord. Satisfaction d'être parvenu à limiter les dépenses tout en assumant toutes les prestations promises par l'Etat. Et satisfaction, surtout, d'avoir pu respecter le principe du double frein aux dépenses et à l'endettement "auquel nous tenons par-dessus tout".

Confiance ensuite. "Confiance dans l'économie, dans l'Etat et dans les personnes qui dirigent l'Etat." Les mots du porte-parole des libéraux-radicaux montrent que la situation politique n'est plus à l'affrontement partisan. Du moins entre PLR et PDC.

Un tour de force

Si les députés ont accepté aussi massivement ce budget, c'est parce qu'il équivaut à un véritable tour de force. Et même à plusieurs tours de force.

Alors qu'une grande partie des cantons voisins se retrouvent dans des chiffres rouges, le Valais parvient à garder la tête hors de l'eau, comme l'a constaté avec plaisir le président de la Commission des finances, Georges Emery.

Mieux encore. L'Etat, grâce à sa situation financière saine, peut s'engager dans un rôle anticyclique, aussi bien en faveur de l'économie que dans le domaine social. "Nous avons pu apporter notre soutien aux assurés des caisses maladie et aux institutions sociales", s'est réjoui le chef du groupe PDC du centre, Grégoire Dussex. Cet effort social n'empêchera pas l'Etat du Valais de soutenir l'économie grâce à un plan d'investissements de 540 millions, tout en augmentant la participation étatique à la promotion touristique de 3 millions. Un montant que plusieurs groupes, notamment dans les rangs haut-valaisans, auraient bien voulu augmenter, mais sans y parvenir.

Pas de crise

Etonnamment, deux hommes que tout oppose sont d'accord sur l'analyse de la situation économique. German Eyer, le chef du groupe de l'Alliance de gauche, le parlementaire le plus critique en matière budgétaire, déclare: "On a beaucoup parlé de crise durant cette semaine. Ni le Valais, ni la Suisse ne se trouvent en crise! La crise est bancaire. Par contre, les carnets de commande des entreprises sont pleins, dans la construction également. Le budget de l'Etat est bon, même si, comme d'habitude, il a été élaboré sur une base pessimiste."

Le conseiller d'Etat Maurice Tornay est sur la même longueur d'onde que le socialiste haut-valaisan. "La Suisse n'est pas en crise. Le Valais n'est pas en crise", a-t-il martelé. Par contre, le ministre des finances reconnaît que si l'Europe continue de souffrir, le tourisme valaisan, qui contribue de manière directe ou indirecte au tiers du revenu cantonal, pourrait en pâtir. Toute l'économie valaisanne pourrait bien s'enrhumer et les finances cantonales éternuer.

Avenir incertain

Si la satisfaction est générale par rapport aux finances cantonales, chaque groupe a appelé à la maîtrise des dépenses. "Pourrons-nous toujours avoir des dépenses qui augmentent plus vite que les recettes?", se demande Grégoire Dussex. Son homologue du PDC du Haut, Beat Rieder constate quant à lui qu'en 2012 "l'Etat financera 78 nouveaux postes". Il se demande jusqu'où l'Etat peut poursuivre son expansion.

Par JEAN-YVES GABBUD